

**DÉLIBÉRATION 2019 40 –  
Participation du Syndicat à la protection sociale complémentaire des agents**

**Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019**

Reportée au 19 décembre faute de quorum

**EXPOSÉ DES MOTIFS**

Par délibération n°2014 008 du 27 février 2014, le Syndicat a adhéré aux conventions de participation santé et prévoyance entre le CIG petite couronne et « Prévadiès-Harmonie Mutualités » et « Intériale/Gras Savoye », et a accordé une participation financière aux agents du Syndicat.

Ces conventions arrivent à leur terme le 31 décembre 2019 et les agents en ont été informés. Ainsi et conformément au décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire, les agents du Syndicat qui le souhaitent devront souscrire, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, un contrat dit labellisé en matière de santé et/ou de prévoyance figurant sur une liste officielle, dans les conditions prévues par le décret susvisé pour pouvoir bénéficier de la participation financière du Syndicat.

Il est proposé que la participation financière du Syndicat soit équivalente à celle fixée en 2014 à savoir :

Pour **le risque santé**, le niveau de la participation mensuelle n'excèdera pas le montant de la cotisation due par l'agent en l'absence d'aide et sera fixé comme suit :

- 95% (cat C) soit au maximum 155 euros ;
- 90% (cat B) soit au maximum 147 euros ;
- 85% (cat A) soit au maximum 138,50 euros.

Pour **le risque prévoyance**, le niveau de participation mensuelle sera fixé comme suit pour tous les agents :

- 85 euros au maximum.

Je vous prie, mes chers collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

**DÉLIBÉRATION 2019 40 –**  
**Participation du Syndicat à la protection sociale complémentaire des agents**

**Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019**

Reportée au 19 décembre faute de quorum

Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;  
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;  
Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;  
Vu la circulaire n°RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;  
Considérant que selon les dispositions de l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent ;  
Considérant que sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé et de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues par le décret susvisé ;  
Vu la saisine du Comité technique ;

**Le Comité syndical**, après en avoir délibéré,

**ACCORDE**, une participation financière aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité aux contrats et règlements labellisés figurant sur une liste officielle auxquels les agents choisissent de souscrire pour **le risque santé** c'est-à-dire les risques d'atteintes à l'intégrité physique de la personne et les risques liés à la maternité. La participation mensuelle n'excèdera pas le montant de la cotisation due par l'agent en l'absence d'aide et sera fixée comme suit :

- 95% (cat C) soit au maximum 155 euros ;
- 90% (cat B) soit au maximum 147 euros ;
- 85% (cat A) soit au maximum 138,50 euros ;

**ACCORDE**, une participation financière aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité aux contrats et règlements labellisés figurant sur une liste officielle auxquels les agents choisissent de souscrire pour **le risque prévoyance** c'est-à-dire les risques d'incapacité de travail et, le cas échéant, tout ou partie des risques d'invalidité et liés au décès. La participation mensuelle sera fixée comme suit pour tous les agents :

- 85 euros au maximum ;

**DIT**, que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.



La Présidente

Catherine Baratti-Elbaz  
Maire du 12<sup>e</sup> arrondissement